



MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES  
Bulletin Mensuel - Numéro 200 - Mars 2014

NOTRE OPINION

- [Les femmes et la marchandisation croissante](#)

LA LUTTE DES FEMMES : UN COMBAT DE TOUTES ET DE TOUS

- [L'une des fausses solutions du capitalisme à ses crises : renforcer le patriarcat](#)

Aujourd'hui, nous sommes confrontées à une forte restructuration du système pour maintenir l'ordre d'oppression et d'exploitation. Face à la « crise », le système opère un grand ajustement dans la relation capital/travail et un aspect de cet ajustement est le transfert des coûts de la production capitaliste aux femmes et au travail reproductif qu'elles réalisent.

- [Les rôles, les droits et les responsabilités des femmes en matière de ressources naturelles. Quelques réflexions concernant la région du Mékong](#)

En Thaïlande, au Laos, en Cambodge, au Vietnam et au Myanmar, il est toujours courant que l'épouse soit la propriétaire de la terre où se trouvent les rizières irriguées ou de montagne. Les femmes peuvent donc être pleinement responsables de la préservation de ces ressources pour les prochaines générations.

- [Changements dans le milieu familial : commentaires sur les eucalyptus et les femmes dans le Mato Grosso do Sul](#)

Dans le Mato Grosso do Sul, dans la zone de plantations industrielles d'eucalyptus, la défense des semences pour la vie et l'affrontement avec l'agro-industrie, en particulier avec le secteur de la pâte à papier, de la part des femmes paysannes, est un chemin complexe car il est traversé par des questions d'autonomie et de subordination.

- [Les femmes et les plantations : bénéfiques ou sacrifices ? L'expérience nigériane](#)

La ruée effrénée des transnationales vers des terres pour créer des plantations industrielles d'arbres en Afrique accélère un déboisement massif qui a de graves répercussions socio-économiques et environnementales sur les communautés forestières et les territoires des peuples.

- [Les femmes et le pétrole : la lutte pour le sumak kawsay](#)

En Équateur et au Nigeria on trouve des exemples de femmes, surtout indigènes et paysannes, qui affrontent le pouvoir patriarcal, dans la sphère publique comme au sein de leurs communautés. Dans le domaine du pétrole, il est fréquent de voir en Amérique latine que les femmes sont les premières à défendre le territoire face aux menaces des projets d'extraction.

- [Brésil : l'exploitation sexuelle des femmes et la construction de grands barrages dans l'Amazonie](#)

L'ONG féministe SOF a produit une nouvelle vidéo intitulée « Notre corps nous appartient », où elle réfléchit sur l'exploitation sexuelle des femmes dans le contexte actuel d'approfondissement du capitalisme néolibéral. La vidéo a donné aux femmes du Mouvement des victimes des barrages une possibilité importante de parler de l'exploitation sexuelle des femmes qui a lieu dans les grands barrages comme celui de Belo Monte, dans la région amazonienne brésilienne.

- [Les conflits environnementaux et les femmes africaines](#)

Un intéressant rapport d'Edwin C. Perry, Cheryl Potgieter et Urmilla Bob - "Environmental conflicts and women's vulnerability in Africa" - met en lumière les rapports entre les conflits environnementaux et les femmes.

## LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- [Campagne internationale pour une définition correcte de la forêt](#)
- [Journée internationale pour la défense des semences paysannes](#)
- [Opposition à un pacte qui transformerait la région en un grand désert d'eucalyptus](#)

## RECOMMANDATIONS

- [Environmental Justice Atlas](#)
- [Should we build more large dams? The actual costs of hydropower megaproject development](#)
- [Témoignage de la exploitation sexuelle de jeunes femmes Jarawa](#)

---

## NOTRE OPINION

- Les femmes et la marchandisation croissante

De nos jours, beaucoup de grandes entreprises consacrent quelque espace ou une ligne d'action à mettre l'accent sur l'égalité des chances qu'elles offrent aux femmes. Ces entreprises se soucient de montrer qu'elles accordent de l'importance au fait d'intégrer des femmes dans leurs stratégies. Un tel souci semble être une position politiquement correcte en ce moment où, heureusement, se multiplient dans de nombreux pays les politiques qui visent spécifiquement les femmes, afin de réduire l'inégalité historique. Pourtant, cette inégalité est loin d'être résolue ; par exemple, certaines études démontrent que dans le domaine de l'emploi formel, les femmes ont encore des rémunérations considérablement inférieures à celles des hommes, bien qu'elles accomplissent les mêmes tâches. De même, il est encore difficile de trouver

des femmes aux postes les plus élevés des entreprises.

D'autre part, le système capitaliste et néolibéral, dont les principaux icônes sont les grandes entreprises, transforme chaque fois plus en marchandise tout ce qui existe sur terre, y compris les femmes. Il suffit de regarder les publicités des chaînes de télévision privées qui constituent les grands médias. Sans parler des grandes entreprises qui, tout en ayant quelque politique spécifique pour leurs employées, continuent de s'approprier à toute vitesse des terres et des forêts afin d'exploiter davantage de mines, de pétrole, de plantations d'arbres et de fleuves où elles construisent de grands barrages hydroélectriques. Ces entreprises ont toujours de fortes répercussions sur la vie des communautés et, surtout, sur la vie des femmes. Il en est ainsi parce que les femmes dépendent spécifiquement et profondément des forêts et des fleuves, comme plusieurs articles du présent bulletin visent à le montrer. L'arrivée dans leurs territoires de projets destructeurs change radicalement leur vie. Pourtant, dans la plupart des cas leurs histoires ne sont pas divulguées, à moins que quelqu'un ait la bonne disposition ou la sensibilité nécessaires pour écouter et enregistrer ce qu'elles ont à dire.

En plus de ces récits, il y a un impact qui est encore moins visible mais qui doit être connu et dénoncé : l'exploitation sexuelle des femmes dans les grands chantiers comme ceux des barrages hydroélectriques de l'Amazonie. Ces barrages constituent une violation des milliers d'hectares de forêt qui restent submergés mais, en plus, leur construction implique des abus et des agressions pour les femmes qui, faute d'une meilleure option, sont obligées de mettre leurs corps à la disposition des milliers d'hommes qui travaillent jour et nuit dans les chantiers et qui, eux aussi, sont victimes d'exploitation. Toute tentative de fuite de la part de ces femmes, tout essai de dénoncer cette situation ou d'en sortir, se heurte à des menaces et à des pressions. Les femmes que l'on soumet de force à ces conditions perdent absolument leur liberté.

Il est important d'offrir des opportunités de travail égalitaires dans les entreprises, mais la logique du système capitaliste ne recherche pas l'égalité. Le système capitaliste, par exemple quand il envahit les forêts tropicales avec de grands projets et travaux, cherche et réussit à avantager quelques-uns au détriment de beaucoup d'autres, et surtout des femmes. C'est pourquoi il finit par renforcer le système patriarcal. Pour les femmes, cela se traduit par davantage de misère, davantage d'inégalités et moins de liberté.

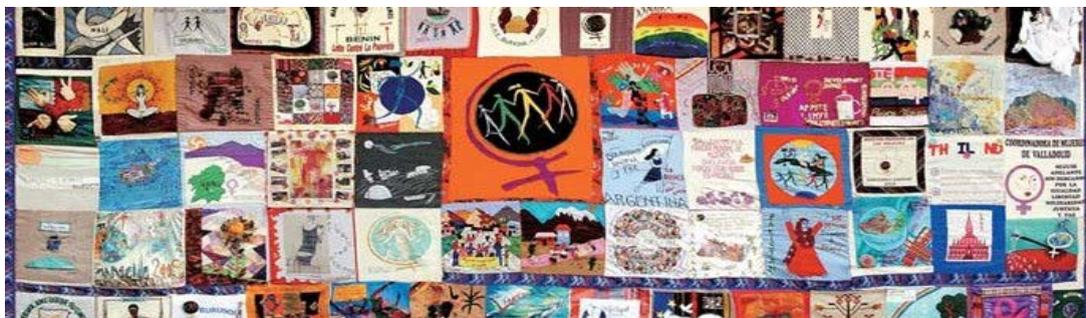
Mais dans cette histoire il n'y a pas que des pertes et des conséquences négatives. Les femmes réagissent, et cela aussi il faut le montrer. C'est ce qui nous pousse à publier dans ce numéro du bulletin, pour célébrer le 8 mars, des histoires de femmes qui luttent pour la liberté et la justice et qui défendent leurs territoires et leurs forêts avec une force incroyable. En Amérique latine, en Afrique et en Asie de plus en plus de femmes parlent, s'organisent et témoignent de ce qui arrive aux forêts de leurs communautés, et elles formulent leurs revendications.

Nous cherchons toujours à fortifier leur rôle dans leur lutte ; nous estimons qu'il est très important de le faire pour que cette lutte devienne le combat de toutes et de tous. C'est avec beaucoup de satisfaction que nous consacrons ce 200e numéro du bulletin du WRM à la lutte des femmes.

---

## LA LUTTE DES FEMMES : UN COMBAT DE TOUTES ET DE TOUS

- L'une des fausses solutions du capitalisme à ses crises : renforcer le patriarcat



Aujourd'hui, nous sommes confrontées à une forte restructuration du système qui, pour maintenir l'ordre d'oppression et d'exploitation, met en évidence et élargit les mêmes mécanismes violents d'accumulation de richesse qui étaient à son origine.

Dans ce processus actuel d'accumulation, connu comme « accumulation par dépossession », tout devient marchandise – eau, air, bois, semences, services comme l'éducation, la santé — ; les inégalités et la concentration des richesses augmentent et ceux qui payent les frais de la crise du capital sont les classes populaires et moyennes de la société. Selon l'OIT (Organisation internationale du travail), en 2009, année de l'intensification de la crise, alors que le chômage a augmenté de plus de 10 % par rapport à 2007, les riches (possédant plus d'un million de dollars investis) ont augmenté leur richesse totale de 18 %.

Aujourd'hui, face à la « crise », le système opère un grand ajustement dans la relation capital/travail et un aspect de cet ajustement est le transfert des coûts de la production capitaliste aux femmes et au travail reproductif qu'elles réalisent. Le travail reproductif est le travail de soin des autres, de préparation des aliments, de nettoyage, entre autres, réalisé notamment dans l'espace domestique et par les femmes. Les femmes gèrent la précarité dans leurs ménages. Ainsi, dans la plupart des cas, ce sont elles qui s'occupent des personnes lorsqu'il y a des réductions du nombre de lits disponibles ou lors des fermetures d'hôpitaux, de jardins d'enfants ou de cantines scolaires.

La délocalisation de la production de marchandises se combine avec une délocalisation du travail de soins, un énorme contingent de femmes du Sud et des régions les plus pauvres migrant vers le Nord ou vers des régions plus riches pour s'occuper d'enfants, de personnes âgées et de malades, alors que personne ne s'occupe d'elles.

Dans les pays où la répression contre la lutte pour les droits est encore plus intense, les conditions de travail sont encore plus dramatiques, ce qui se manifeste lors d'épisodes comme celui de l'incendie et de l'effondrement des ateliers de couture survenu à Dhaka, au Bangladesh, le 24 avril 2013, et ayant coûté la vie à 1 127 personnes, des femmes pour la plupart.

Le contrôle sur le corps et la vie des femmes

Le patriarcat combiné au capitalisme ne vise pas uniquement l'appropriation du travail des femmes, mais la source même de cette capacité de travail, c'est-à-dire leur corps. Dans les premières étapes du capitalisme (l'accumulation primitive ou originale), a eu lieu non seulement l'instrumentalisation de la division sexuelle du travail, mais aussi de la sexualité, par l'institution du mariage hétérosexuel et de la maternité comme norme, tantôt en encourageant la prostitution, tantôt en la réprimant et en poursuivant les femmes ayant des connaissances de pratiques de contraception.

À une économie de marché de l'exploitation du travail non rémunéré des femmes correspond une société de marché, qui présuppose l'organisation des travailleuses et travailleurs en familles nucléaires. On constate que, au cours de ces deux dernières décennies, il y a eu une augmentation continue du conservatisme qui valorise le rôle des femmes dans la famille, pour justifier leur surcharge de travail et de responsabilité face à la réduction des politiques publiques d'appui à la reproduction sociale (dans les pays où elles existaient déjà) ou pour empêcher l'approbation de ces mesures. Dans le même temps, une pression croissante force les femmes à renoncer au marché du travail comme moyen de diminuer le taux de chômage. Parmi les mécanismes utilisés, on retrouve l'offre de bas salaires pour les femmes, l'imposition des réductions dans les services publics qui se traduisent par l'augmentation du chômage chez les femmes (représentant la majorité dans le secteur public), ainsi que dans les tâches de soins qu'elles assurent, sans coûts pour l'État ni pour le secteur privé.

L'accaparement du corps des femmes est encore plus complexe de nos jours, lorsque des images opposées du corps recouvert d'une burka ou nu transmettent le même sens oppresseur. Est-ce « le corps pour soi » ou le corps destiné au désir de l'autre, en général, l'« autre » masculin ? Ou lorsque le discours féministe ou sur l'autonomie des femmes — exprimé dans le slogan classique « mon corps m'appartient » — est récupéré par le système pour devenir : « mon corps est mon affaire » (“my body is my business”), dans une évidente transformation du corps en objet d'usage commercial. En outre, la montée de l'influence des institutions religieuses, qu'elles soient catholiques, évangéliques ou islamiques, pour régler la vie publique, entraîne la non-approbation ou un recul quant aux droits relatifs à l'autonomie des femmes, à leur vie affective et reproductive. Alors que de plus en plus de pays, grâce aux luttes des mouvements LGBT, légalisent le mariage de couples du même sexe, et établissent les droits d'adoption, d'héritage, entre autres, mais ils doivent faire face à une forte résistance des secteurs conservateurs qui augmentent l'agressivité contre les lesbiennes, les gays et les transsexuels.

### La militarisation, la criminalisation et la violence

Les ventes de l'industrie des armes en 2011 ont été de 410 milliards de dollars, dont 60 % par 44 entreprises basées aux États-Unis et 29 % par 30 entreprises dont le siège se trouve en Europe de l'Ouest. Face à une légère réduction des ventes, les compagnies mettent en œuvre des stratégies de délocalisation vers l'Amérique Latine, le Moyen-Orient et l'Asie, et on développe les technologies de contrôle de la société en vertu de l'illusion d'une plus grande sécurité. Le militarisme ne se limite pas à sa dimension économique, il s'étend à l'imposition de valeurs militaires (croyance à la hiérarchie, obéissance, résolution des conflits par la force,...) à l'ensemble de la société. Ces valeurs sont nettement patriarcales et leurs

expressions extrêmes sont l'utilisation de la violence sexuelle et l'augmentation de la prostitution, y compris de fillettes, associées à la présence militaire.

La sociedad bajo control también se manifiesta por el incremento de la criminalización de las luchas sociales, traducida muchas veces en distorsión de los mismos instrumentos que creamos en la defensa de la justicia y la memoria, y respecto a los derechos. Ejemplo de esto han sido las reacciones de los militares de Guatemala en respuesta al juicio del dictador Ríos Montt, responsable por el genocidio y la violencia sexual contra el pueblo Ixil. Ellos han acusado a activistas históricas de "terroristas" sea por vías judiciales, sea incitando partes de la población contra ellas, en un proceso de negación de la defensa de los derechos.

La société sous contrôle se manifeste aussi par l'augmentation de la criminalisation des luttes sociales, qui se traduit souvent par la distorsion des instruments que nous créons en défense de la justice, de la mémoire et du respect des droits. Un exemple en sont les réactions des militaires du Guatemala en réponse au jugement du dictateur Ríos Montt, responsable du génocide et de la violence sexuelle contre le peuple Ixil. Ils ont accusé des activistes historiques de « terrorisme » soit judiciairement, soit en incitant des pans de la population contre elles, dans une démarche de négation de la défense des droits.

Contre les femmes s'ajoute la violence patriarcale. Nous savons que la violence contre les femmes est devenue plus visible ces dernières années, en tant qu'instrument de contrôle sur nos corps et nos vies, en particulier la violence sexuelle dans des espaces publics, qui a mobilisé la réaction des femmes, mais aussi des hommes. Ces dernières années ont été marquées par les images de la police égyptienne traînant une activiste et par le récit du viol collectif suivi de la mort d'une jeune Indienne. Dans ces cas, les médias « mainstream » ont avancé des explications culturelles et très peu de réflexion sur les causes structurelles de cette violence. Les rares analyses qui ont abordé ce thème [14] ont traité à la manière dont la conquête d'un plus grand espace dans la vie publique par les femmes, au prix d'un énorme effort personnel et collectif, provoque une réaction extrêmement violente de rappel à l'ordre patriarcal.

Même si presque partout dans le monde le chômage des femmes est plus élevé que chez les hommes, les femmes sont accusées de « voler » l'emploi des hommes, comme au début de la révolution industrielle.

Face à ces réalités, la Marche Mondiale des Femmes se positionne comme un mouvement puissant, permanent, présent dans bien d'autres pays, féministe, anticapitaliste, qui construit un internationalisme enraciné dans les luttes locales, qui rompt l'isolement des communautés qui subissent directement les impacts de la militarisation et de l'avancée du capital sur toutes les sphères de la vie. Un mouvement qui agit en s'associant à d'autres mouvements mixtes qui, à leur tour, s'engagent dans la lutte anti-patriarcale dans leurs paroles et dans leurs actes. Un mouvement capable de créer des alliances ponctuelles avec d'autres organisations de femmes, en réaffirmant toujours nos positions politiques. Un mouvement qui, en renforçant la solidarité internationale, renforce les luttes locales.

Extraits du texte "Éléments pour le débat et définition de la 4e Action internationale de la Marche mondiale des femmes en 2015", <http://www.marchemondiale.org/structure/9rencontre/context/fr> (envoyée par Miriam Nobre, [minobre@sof.org.br](mailto:minobre@sof.org.br))

- Les rôles, les droits et les responsabilités des femmes en matière de ressources naturelles. Quelques réflexions concernant la région du Mékong



Il peut être complexe d'expliquer les droits et le rôle que jouent les femmes du Sud-Est asiatique en matière de ressources naturelles. En Thaïlande, au Laos, au Cambodge, au Vietnam et au Myanmar – où des groupes appartenant à l'ethnie Thai et à beaucoup d'autres dépendent pour leur subsistance des ressources naturelles et de l'agriculture – on entend souvent dire que les femmes jouent un rôle-clé, par exemple en ce qui concerne la propriété de la terre. Dans leur culture, les hommes qui se marient s'intègrent à la famille de leur femme, et ils travaillent dans la rizière de leur belle-famille jusqu'à ce que celle-ci leur donne un morceau de terre. Il est toujours fréquent de nos jours que l'épouse soit la propriétaire des rizières irriguées ou de montagne, de sorte qu'elles ont toute la responsabilité de préserver ces ressources pour les générations à venir.

Pourtant, au-delà de la propriété de la terre il existe de nombreuses différences dans le Sud-Est asiatique quant au rôle et à la propriété de la femme. Dans cette région, les ressources naturelles restent la principale source de moyens d'existence. En plus des communautés agricoles, il y en a d'autres qui vivent de la chasse et la cueillette, et qui ne dépendent pas directement ou surtout de l'agriculture. Beaucoup de communautés établies sur les rives du fleuve principal de la région, comme le Mékong, ne peuvent vivre que de la pêche et de la cueillette d'aliments dans les forêts naturelles proches de leur village. Les habitants de ces communautés vendent du poisson et des produits non ligneux de la forêt afin d'obtenir de l'argent pour acheter le riz qu'ils ne peuvent pas cultiver.

En 2008, TERRA a mené une recherche sur les changements économiques, sociaux et écologiques qu'avaient provoqués les plantations commerciales d'arbres dans le sud de la R.D.P. du Laos. Nous y avons trouvé des renseignements intéressants concernant les nombreux impacts directs que le changement dans l'utilisation des terres et des ressources pouvait avoir sur les femmes. Le rapport expliquait à ce sujet : « Avant l'arrivée de la concession d'hévéas, les villageois cueillaient des produits sauvages tels que champignons, bambou, posses de rotin, feuilles comestibles et petits animaux, insectes, poissons, crevettes et mollusques, pour les vendre ou les consommer eux-mêmes. Les zones riches en produits sauvages pour les habitants des six villages étudiés, avant l'établissement des plantations d'hévéas, étaient les rizières en production ou en jachère, les fleuves et leurs rives, les forêts de Dipterocarpus à feuilles caduques, les forêts tropicales d'arbres à feuilles

persistantes, et les forêts de production. Les produits de ces zones, récoltés pour la vente, permettaient d'arrondir les revenus de la famille. Parmi les principaux produits semi-sauvages figurait la paille à balais, que les villageois obtenaient une fois par an dans les champs en jachère. Une famille du village d'Oudomsouk parvenait à tirer 588 USD par an de la vente d'herbes séchées. Une autre famille gagnait jusqu'à 235 USD par an en vendant des produits sauvages. Cette source de revenus s'est perdue quand l'entreprise de plantation s'est emparée des rizières en jachère et de plusieurs zones boisées, dans les villages et autour d'eux ». Les activités décrites dans le rapport, dont la cueillette de paille à balais et celle d'aliments et de produits dans la forêt et sur les rives des ruisseaux et des rivières des environs, et la préparation de ces produits pour la vente, étaient assurées surtout par les femmes.

Des situations semblables, où les femmes disposaient auparavant des ressources naturelles mais les ont perdues depuis, continuent de se reproduire aujourd'hui. Au cours du dernier travail réalisé par TERRA en 2013 sur six villages du nord du Cambodge situés sur les rives du Mékong et du Sesan, les témoignages des groupes de femmes interviewées dans les villages révèlent que les femmes ont perdu des droits et des rôles quant à la propriété, l'usage, l'obtention d'aliments et de revenus pour la famille, par suite des modifications de la rivière et de la forêt naturelle. Les femmes du village de Koh Hep, une île du Mékong habitée par 106 familles, rapportent que, dans les rizières, les hommes ne s'occupent que du labourage, tandis que les femmes de la famille assurent toutes les autres tâches. En plus, comme elles participent à la pêche sur les rives, elles savent très bien quels poissons sont les plus abondants et quels sont ceux qui ont disparu ces dernières années. Les femmes qui passent toute la journée à cueillir des aliments dans les forêts voisines et qui, en rentrant le soir, placent des hameçons le long de la rivière pour pêcher, trouvent qu'elles obtiennent de moins en moins de choses, aussi bien dans la forêt que dans l'eau. Comme elles se chargent aussi des jardins, qu'elles commencent par clôturer pour y planter ensuite des pastèques, des concombres et d'autres produits à vendre, elles disent que les recettes ont diminué à cause des inondations et des sécheresses inhabituelles dont la région a souffert pendant la dernière décennie. En décembre 2013, certaines familles qui cultivent des pastèques ont perdu le total de leur production à cause d'une inondation qui, en plein milieu de la saison sèche, a fait subitement monter le niveau de l'eau de deux mètres. Bien que la plupart des femmes ne sachent pas bien quelle est la raison des changements qu'elles remarquent dans le débit du Mékong, elles soupçonnent fortement les grands barrages hydroélectriques que la Chine a construits en amont, et aussi ceux qu'on a construits au Vietnam sur le fleuve Sesan. Dans le cas précis du village de Koh Hep, situé dans une île du Mékong de huit kilomètres carrés, les gens craignent de perdre aussi leurs terres agricoles si l'on construit les 13 barrages hydroélectriques, ou même quelques-uns seulement, qu'il est prévu de construire au Laos, entre le Laos et la Thaïlande et au Cambodge.

Pour les femmes il est aussi grave de perdre la terre à cause des plantations industrielles d'hévéas que de perdre le fleuve à cause des barrages, puisque les deux choses impliquent la perte de leurs moyens d'existence et du droit de se protéger elles-mêmes et de protéger leurs familles. Aujourd'hui, nous voyons de plus en plus de visages féminins dans les réunions concernant les grandes plantations et les barrages hydroélectriques de la région. Cela veut dire que les rôles, les droits et les responsabilités des femmes en matière de ressources et de moyens d'existence devront s'élargir, pour passer du niveau familial au niveau communautaire, national et

régional, et que les femmes seront le moteur de la campagne qui est en route et qui nous concerne tous.

Premrudee Daoroung, Towards Ecological Recovery and Regional Alliance (TERRA), adresse électronique : [nangeang@hotmail.com](mailto:nangeang@hotmail.com), <http://www.terraper.org/mainpage/index.php>

[index](#)

---

- Changements dans le milieu familial : commentaires sur les eucalyptus et les femmes dans le Mato Grosso do Sul



« Ce sont les mouvements de femmes rurales qui ont été à la tête d'actions publiques massives qui font face aux grandes entreprises du secteur agroalimentaire (laboratoires pharmaceutiques qui produisent des semences transgéniques et des produits agricoles toxiques) et qui défendent la biodiversité. »  
(SILIPRANDI, 2013, p. 239)

Les faits parlent de l'engagement féminin croissant dans le champ économique et, plus récemment, dans le débat politique. Au Brésil, à coup sûr, un des espaces de visibilité de cette lutte politique a été l'action du Mouvement des Femmes Paysannes (MMC), associé à La Vía Campesina, qui en 2006 a occupé les laboratoires de production de plants d'eucalyptus d'Aracruz Celulose, dans le Rio Grande do Sul, au cours d'une action à laquelle ont participé quelque deux mille paysannes. Leur objectif était de dénoncer l'avancée du « désert vert » créé par les plantations d'eucalyptus, et l'expulsion de la population paysanne qui en résulte. Ce fut aussi un acte de défense de l'agriculture artisanale comme facteur de la biodiversité et comme plateforme de la souveraineté alimentaire. Ce faisant, elles ont défendu la semence pour la vie en cela que : « les semences sont le début et la fin des cycles de production paysans, elles sont une création collective qui reflète l'histoire des peuples et de leurs femmes, qui en furent les principales créatrices, les principales gardiennes et qui surent les améliorer. » (Martins; Stedile, 2011)

Cependant, la défense des semences pour la vie et l'affrontement avec l'agro-industrie agricole, en particulier celle de la pâte à papier, est un chemin complexe car il croise ceux de l'autonomie et de la subordination. Dans la région Est de l'État du Mato Grosso do Sul, les femmes ont été moins des gardiennes de semences, et davantage des employées de la pâte à papier, particulièrement parce que dans cette région ne s'est ouvert aucun espace pour les opprimés, sauf ceux qui ont été gagnés de haute lutte.

Les données qui ressortent du Rapport de durabilité de Fibria, 2011, ont indiqué l'existence de 897 emplois directs dans l'unité de Tres Lagoas, dans l'État du Mato Grosso, dont 90 concernaient des femmes. Cela représente 10 % du total de main d'œuvre féminine employée par cette unité dans les activités industrielles et forestières, une situation à peine inférieure au total moyen de main d'œuvre féminine employée par Fibria, qui est de 12,73%.

#### Emplois directs de Fibria au Brésil de 2009 à 2011

	Total de travailleurs	Total de femmes	% de femmes
2009	4 749	675	14,21
2010	5 037	726	14,41
2011	4 006	510	12,73

Source: Fibria – Rapport de Durabilité (2011)

Il est important de remarquer qu'environ 80 % de la main d'œuvre féminine employée par la papèterie travaille dans les pépinières de production de plants d'eucalyptus. D'après l'entreprise, comme il s'agit d'une activité qui requiert de grands soins dans les manipulations, la femme y excelle par sa délicatesse et sa patience ; les femmes sont les gardiennes des plants d'eucalyptus clonés. Tel semble être le secret pour l'obtention de bons résultats dans la production de plants : exploiter la spécificité du sexe féminin.

Les données de l'unité de Tres Lagoas- MS révèlent combien est réduite la part du travail féminin dans le secteur industriel et dans le secteur forestier de Fibria. Les femmes se voient attribuer des tâches spécifiques ; cependant, comme la tendance du secteur est à la sous-traitance (selon le même rapport, les travailleurs sous-traités sont au total 2 590, un nombre bien supérieur à la quantité de travailleurs directs de Fibria), le travail féminin aussi entre par cette voie dans le complexe eucalyptus – cellulose, principalement parce que c'est dans ces entreprises que sont les travailleurs du secteur forestier (plantation, culture et récolte).

Il faut remarquer que la majorité de ces entreprises sous-traitées arrive à Tres Lagoas à l'époque de la plantation, du contrôle des fourmis et du débroussaillage, et qu'elles partent ensuite vers d'autres lieux. Le résultat est la prolifération de contrats de travail temporaires et précaires, c'est-à-dire des contrats de guère plus d'un an, selon les dires des femmes du district d'Arapuá, commune de Tres Lagoas, MS. Les femmes engagées appartiennent à la communauté rurale d'Arapuá et aux colonies rurales proches des plantations d'eucalyptus. Elles travaillent dans cette branche car « il n'y a pas d'autre option », « il n'y a pas d'autre travail », « ou bien on travaille dans ces entreprises, ou bien on reste au chômage ». Elles racontent que, avant l'arrivée des entreprises, le seul travail était celui d'employée domestique à la ville de Tres Lagoas ou le travail domestique chez elles avec leurs familles ; une partie d'entre elles vivait sur des exploitations agricoles où travaillait leur mari.

Quand on leur demande si elles sont contentes de leurs conditions actuelles de travail, elles répondent que non car elles se rendent compte qu'on les exploite. Elles affirment que c'est « un travail très exigeant ». Elles travaillent la terre à la houe, elles marquent les sillons, elles travaillent à la plantation avec un semoir manuel, au nettoyage des pieds des plantes, à l'application d'engrais, à l'ébranchage à la

faucille, à la lutte contre les fourmis. Pour cette dernière activité, elles portent sur leur dos un pulvérisateur de 20 litres d'eau. Une des femmes raconte qu'elle a travaillé dans deux entreprises avec la faucille, et que ses mains se couvraient d'ampoules jusqu'au sang bien qu'elle utilisât les gants offerts par l'entreprise.

De ces récits transparaît un autre problème: ces femmes ont un horaire pour aller au travail, mais n'en ont pas pour le quitter. Elles partent vers 4 h 30 du matin et rentrent vers 18 h, si le bus ne tombe pas en panne, ce qui est assez fréquent. A cette situation de vivre pour travailler s'ajoute la nourriture en mauvais état et le risque de piqûres de vipères. Pour éviter les accidents, les entreprises leur suggèrent d'éviter de s'asseoir sur le sol, ce qui fait qu'elles se reposent debout au bout du sillon – privilège réservé uniquement aux plus rapides, celles qui y arrivent les premières.

Il y a des récits dramatiques qui impliquent toute la famille. C'est le cas d'une femme qui a travaillé dans les plantations d'eucalyptus et qui souffre aujourd'hui de dépression. Elle a obtenu quelques jours de congé, mais elle est actuellement sans emploi car, lorsqu'elle est retournée travailler, l'entreprise l'a licenciée. Son mari est aussi au chômage : il a été congédié quand l'entreprise Urenha a fait faillite. Outre qu'on ne lui a pas payé ses droits, on ne lui a pas non plus fait le bilan de santé auquel il avait droit. En cherchant du travail dans une autre entreprise, il a appris, grâce à l'examen d'admission, qu'il avait des problèmes de colonne vertébrale et de cœur, et par conséquent il a été déclaré inapte au travail. L'absence de bilan au moment de sa mise à pied l'a empêché de prouver que ses problèmes de colonne étaient des séquelles de l'activité fournie pendant plus de vingt ans.

Le travail dans ce secteur impose aussi des changements dans la relation avec les enfants et avec l'école. Une femme qui habite depuis plus de 20 ans dans la communauté d'Arapuá raconte comment l'arrivée de ces entreprises a modifié la routine scolaire en fonction du rythme de travail :

Les femmes sont au travail. Et même, notre lutte politique ici est centrée sur notre besoin d'une garderie. Car il y a des mères qui ont deux ou trois enfants petits et qui finissent par les laisser aux soins des grands-mères pour aller travailler. L'une d'elles a deux fils : l'un au jardin d'enfants et l'autre qui ne va pas encore à l'école ; elle doit les laisser avec la grand-mère pour pouvoir aller au travail. Parce que le père travaille, la mère travaille, et ils n'ont pas à qui les laisser. Ça se passe comme ça. Quand il y a une réunion scolaire, personne n'y assiste, parce que les mères travaillent et ne peuvent pas perdre des jours de travail. Et ça continue. (Habitante du district d'Arapuá, 11 février 2014, Mieceslau Kudlavicz).

Nous remarquons que ces observations relatives à la situation des femmes due aux plantations d'eucalyptus n'ont pas comme objectif d'en faire des victimes, mais qu'elles tentent simplement de comprendre et d'enregistrer le processus contradictoire du capital généré par la domination des moyens de production, l'exploitation du travail féminin et l'imposition de la société de marché. Une situation qui produit des inégalités sociales et des phénomènes qui vont de la soumission jusqu'au soulèvement de la classe travailleuse dans sa configuration comme sujet politique, et à qui il appartient de choisir. Quant à nous, nous espérons que la rébellion parviendra rapidement aux terres du Mato Grosso do Sul !

MSc. Mieceslau Kudlavicz, Commission pastorale de la terre / Mato Grosso do Sul, [mie3l@uol.com.br](mailto:mie3l@uol.com.br)

P.S. : nous remercions le Professeur Mme Rosemeire A. de Almeida qui, malgré son éloignement, sait être présente dans ce travail et dans bien d'autres.

[index](#)

---

– Les femmes et les plantations : bénéfiques ou sacrifices ? L'expérience nigériane



Au Nigeria, les concessions forestières – y compris dans les réserves et dans les terres arables communales – sont accaparées par des multinationales et des négociants en plantations, avec l'aide de quelques fonctionnaires gouvernementaux, pour y faire des plantations industrielles d'arbres destinées à approvisionner les marchés mondiaux et à remplir des poches privées. Les espèces prépondérantes que l'on plante au Nigeria sont l'hévéa, le palmier à huile, le cacao et, ces derniers temps, le gmelina, le bananier et le manioc. Toutes ces plantations visent à approvisionner les marchés internationaux, pour les êtres humains et pour les machines d'Europe, d'Amérique et d'une foule de pays du Sud. En général, ces plantations se font sans appliquer les procédures prévues, comme l'obtention du consentement préalable, libre et informé de la population, et sans considérer les femmes, les enfants et les hommes qui dépendent des forêts pour leur survie.

La destruction de la forêt comporte l'expulsion des communautés de leurs terres ancestrales, la modification de leur culture et la contamination spirituelle. Et pour les femmes, qui jouent un rôle important dans l'agriculture, la pêche, la médecine traditionnelle et les tâches ménagères, en plus d'être commerçantes, fournisseuses d'eau et de bois de feu et sages-femmes, cette situation a des conséquences très graves.

Des femmes sont mortes, d'autres sont mourantes, d'autres encore sont devenues veuves à cause de l'expansion de la monoculture d'arbres dans leurs localités. D'autres, en perdant la source de leur subsistance ont dû émigrer en quête d'emplois subalternes afin de se débrouiller, elles et les personnes à leur charge.

L'Okomu Oil Palm

Okomu Oil Palm SARL est une grande entreprise de plantation qui s'élargit au Nigeria depuis qu'en 2000 elle a ajouté 8 000 hectares de réserve de forêt (sans Certificat d'Occupation) aux 15 578 qu'elle avait déjà, pour la plantation d'hévéas et de palmiers à huile. Cette activité a provoqué l'expulsion et l'extinction des communautés d'Oweike, Agbede et Ijawcamp. Une quatrième communauté, celle de Makilolo, résiste toujours grâce à l'intervention de l'initiative Surveillance de la Forêt

communautaire d'ERA / FoE Nigeria.

Par suite de la militarisation des territoires communaux occupés par l'Okomu Oil Palm, les habitants sont devenus des locataires de leurs propres terres, du fait qu'on les soumet à des contrôles de sécurité rigoureux à l'entrée et à la sortie de leurs villages [voir le bulletin n° 199 du WRM]. Les moyens d'existence des habitants de Makilolo, Agbede, Oweike et Ijawcamp ont été fortement bouleversés et réduits, tandis que les jeunes femmes sont exposées à des formes diverses de harcèlement par les employés des services de sécurité.

La compagnie a de l'électricité dans toutes ses installations mais les villages n'en ont pas, et ils n'ont pas non plus d'installations sanitaires appropriées. La pollution des ruisseaux (leur seule source d'eau) due aux produits chimiques utilisés dans les plantations d'arbres a donné lieu à des problèmes de santé dans la zone : fausses couches, bébés mort-nés, infections cutanées, malformations congénitales, bronchites et bien d'autres. En tant que responsables de leurs familles et de toutes les personnes à leur charge, les femmes sont soumises à davantage de difficultés et de souffrances avec l'augmentation de l'incidence de maladies et d'affections.

Malgré tous les problèmes que cela comporte pour les communautés, l'Okomu Oil Palm prévoit d'ajouter cette année 20 000 hectares à ses plantations de palmiers à huile, grâce à un investissement de 75 milliards de dollars.

#### Les plantations d'hévéas de Michelin

Les femmes des communautés voisines de la réserve de forêt d'Iguobazuwa située dans la zone de gouvernement local d'Ovia sud-occidentale, État d'Edo, dépendent fortement de cette forêt (qui rétrécit de jour en jour) pour répondre aux besoins d'aliments, de médicaments et de revenus de leur famille. Néanmoins, leurs forêts et leurs terres agricoles ont été tout à coup transformées en plantations d'hévéas par la société française Michelin SARL, pour l'exportation de latex destiné à la fabrication de pneus pour automobiles.

Michelin SARL, une multinationale du caoutchouc d'origine française, avait déjà opéré au Nigeria sous des noms divers : Utagbauno Rubber Estate Limited (État du Delta), Waterside Rubber Estate Limited (État d'Ogun), Araromi Rubber Estate Limited (État d'Ondo) et Osse River Rubber Estate Limited (État d'Edo). À présent elle fonctionne sous les noms d'International Rubber Plantation Society (SIPH) et de Rubber Estates Nigeria Limited (RENL). Il s'agit d'une stratégie pour tromper les gens et détourner l'attention de l'entreprise mère.

L'impact des opérations de RENL dans toute la région a atteint les femmes et toute la population des villages d'Aifesoba, Igueihase, Ora, Iguoriakhi, Iguobazuwa, Amienghomwan et Obozogbe, où plus de 3 500 hectares de forêt et de terres arables ont été cédés à la compagnie sans suivre la procédure prévue, sans le consentement préalable, libre et informé des communautés et, bien entendu, sans avoir fait une Évaluation d'impact environnemental appropriée.

D'autres grandes entreprises de plantation qui opèrent au Nigeria sont Wilmar International (Biase Plantations Limited) et Southgate Cocoa Company Limited, les deux dans l'État de Cross River, où plus de 7 000 hectares dans les forêts d'Etara et d'Ekuri-Eyeyeng ont été réservés pour la plantation de cacao.

Seules les méthodes d'aménagement forestier contrôlées par les communautés et fondées sur leurs connaissances et leur expérience rapporteront des bénéfices à la Terre-Mère, et non des sacrifices pour les mères de la Terre.

Rita Ikponmwoza Uwaka, Forêts & Biodiversité, ERA/FoE  
Nigeria, [rhyta1@yahoo.com](mailto:rhyta1@yahoo.com)

[index](#)

---

- Les femmes et le pétrole : la lutte pour le sumak kawsay



En octobre 2013, des femmes amazoniennes ont marché jusqu'à Quito, la capitale de l'Équateur, pour protester contre le Xle Tour de d'appel d'offres pour la concession à l'industrie pétrolière de millions d'hectares dans des territoires indigènes situés dans la région sud-orientale de l'Équateur. Pendant ce temps, plusieurs hommes dirigeants indigènes participaient à l'inauguration de l'appel d'offres en question, et d'autres, à l'extérieur, avaient l'air réticents à appuyer les femmes indigènes de façon ouverte et décidée.

À un autre moment du même mois, Alicia Cauiya, de la nationalité Waorani, sur le podium de la plénière de l'Assemblée nationale de l'Équateur, avait rejeté le discours qu'on lui avait préparé et l'avait remplacé par une intervention courageuse où elle indiquait que, dans le territoire Waorani fonctionnent sept entreprises pétrolières qui n'ont apporté aucun avantage à son peuple mais ont laissé, en revanche, davantage de pauvreté et de pollution, et elle avait ajouté que la question du Yasuní doit être soumise à consultation. Après son allocution, Alicia avait été réprimandée par les hommes dirigeants du peuple Waorani. Son intervention avait eu lieu au moment où le gouvernement de l'Équateur renonçait à l'initiative Yasuní-ITT, qui consistait à laisser 900 millions de barils de pétrole dans le sous-sol d'une partie du Parc national Yasuní, territoire ancestral des Waorani et une des zones les plus riches en biodiversité de la planète.

La lutte des femmes équatoriennes a des parallèles dans d'autres continents. En juillet 2002, par exemple, près de 600 femmes Itsekiri ont occupé un terminal pétrolier de Chevron-Texaco à Escravos, au Nigeria. Parmi d'autres revendications, elles réclamaient d'être prises en compte au moment de prendre des décisions concernant les activités pétrolières dans cette région du Delta du Niger. Cette action a été suivie de beaucoup d'autres dans le pays, et plusieurs d'entre elles avaient en tête des jeunes et des femmes.

Ces cas récents en Équateur et au Nigeria ne sont que des exemples de femmes, surtout indigènes et paysannes, qui affrontent le pouvoir patriarcal, dans la sphère publique comme au sein de leurs communautés. Dans le domaine du pétrole, il est fréquent de voir en Amérique latine que les femmes sont les premières à défendre le territoire face aux menaces des projets d'extraction.

Cela se comprend facilement quand on voit que, d'après les résultats de la surveillance des activités pétrolières assurée par le réseau Oilwatch, les femmes sont les plus touchées par leurs impacts. C'est pourquoi les femmes indigènes et paysannes luttent pour éviter que l'on continue d'extraire du pétrole ou du gaz dans leurs territoires. Ces femmes, tout comme Alicia Cauiya, plutôt que de recevoir des reproches humiliants, devraient être reconnues par le monde, parce que leur résistance contribue à défendre non seulement les droits de la nature mais ceux de toute l'humanité.

Les femmes indigènes et paysannes n'ont pas besoin d'être titulaires d'un doctorat pour savoir que le pétrole viole leurs droits et porte atteinte à la vie de façon irréparable. Les femmes souffrent davantage de la pollution pétrolière parce qu'elles sont en contact permanent avec l'eau quand elles lavent le linge, accompagnent leurs enfants à la rivière pour qu'ils se baignent ou préparent la nourriture. Ce sont elles aussi qui doivent s'occuper des malades dans leurs foyers. En Équateur, d'après les d'études d'Acción Ecológica, l'incidence du cancer dans les zones pétrolières est trois fois supérieure à la moyenne nationale, et cette maladie touche surtout les femmes.

Les femmes des zones pétrolières ne sont pas seulement plus pauvres, elles sont aussi débordées de travail parce que, dans bien des cas, les hommes quittent le foyer pour aller travailler dans les zones d'opération. Dans les provinces pétrolières de l'Équateur, par exemple, 65 % des mères sont célibataires ou chef de famille. Dans les zones pétrolières l'alcoolisme, la violence et la prostitution sont en hausse.

Pour ces raisons parmi d'autres, ce sont les femmes qui résistent contre l'entrée des entreprises pétrolières, en suivant l'histoire de l'humanité car, depuis des millénaires, ce sont elles qui se sont souciées du bien-être des familles et des communautés. Les femmes économisent des ressources telles que l'énergie ou l'eau, et se chargent de préserver un environnement sain ; elles sont éducatrices des filles et des garçons et protectrices de la famille et de la nature.

Les femmes sont porteuses d'une somme de savoirs qui doivent être connus, écoutés et appris pour construire la souveraineté locale et même pour enrayer le changement climatique.

Ceci coïncide avec ce que soutiennent plusieurs penseuses féministes comme Friederike Habermann, chercheuse allemande qui dit que, dans tout débat sur les industries extractives, il est indispensable d'analyser les rapports des femmes avec leurs territoires et le rôle qu'elles assument dans leur défense.

Nous savons que, pour que le capitalisme se perpétue et puisse fonctionner, il faut accélérer l'extraction de ressources, l'appropriation de territoires et le déni des droits. Les versions sociales de la protection de la terre et des territoires sont surtout entre les mains des femmes, et celles-ci vont lutter pour les défendre ; ainsi, elles gênent l'accumulation de capital. Il devient donc impératif pour les agents du

capitalisme que les femmes perdent leur pouvoir de dirigeantes et leur rôle dans la défense des droits ; pour y parvenir, ils répètent que la femme doit rester au sein de sa communauté et que les activités politiques et publiques reviennent aux hommes.

Voilà pourquoi les femmes indigènes de l'Équateur sont devenues un problème gênant pour l'avancée de la frontière pétrolière : ce sont elles qui essaient de freiner l'extraction, dans leurs territoires ou au-delà des frontières. Et en plus de chercher à protéger les terres et les territoires, elles visent à atteindre le *sumak kawsay*.

### Le *sumak kawsay*

« Le *sumak kawsay* ou bien vivre est le mode de vie des peuples andins, et c'est aussi une proposition adressée au monde, fondée sur la vision des marginalisés des 500 derniers siècles. Il est posé comme la possibilité de construire un 'système-monde' différent, à partir de la reconnaissance des diverses valeurs culturelles qui existent et du respect de la nature. Cette conception met à nu les erreurs et les limitations des diverses théories sur ce qu'on appelle progrès et développement. Depuis des perspectives diverses, et non seulement du monde andin, apparaissent des réponses aux demandes non satisfaites par les visions traditionnelles de la modernité . Le bien vivre est, en définitive, la quête d'une vie de l'être humain en harmonie avec lui-même, avec ses congénères et avec la nature, en comprenant que nous sommes tous la nature et que nous dépendons les uns des autres, que nous existons à partir de l'autre. La recherche de ces harmonies n'implique pas de méconnaître les conflits sociaux, les différences économiques et sociales, ni de nier que nous nous retrouvons dans un système, le système capitaliste, qui est avant tout prédateur. Par conséquent, à la place de la surconsommation et de la concurrence extrême, on prétend construire des sociétés où l'individuel et le collectif coexistent en se complétant et en harmonie avec la nature, où la rationalité économique se réconcilie avec l'éthique et le bon sens. L'économie doit retrouver la nature, pour la préserver et non pour la détruire, pour préserver la valeur d'usage et non la valeur d'échange. » Alberto Acosta (30 janvier 2014, <http://www.rebellion.org/noticias/2014/1/180034.pdf>).

Le *sumak kawsay* est un concept très complexe qui provient d'une philosophie indigène ancestrale des Andes. Il est devenu un nouveau paradigme qui comporte une forme de relation différente entre les êtres humains et avec la nature. Le *sumak kawsay* ne pourra être viable au plan national ou mondial que lorsque les droits de la nature seront pleinement respectés et que l'on s'acheminera vers l'abandon du pétrole en échappant au capitalisme. Les femmes amazoniennes sont en train de montrer comment avancer vers cette réalité.

Cependant, d'autres espaces sont en train de se constituer les uns après les autres, où les femmes s'organisent contre l'extraction. On y constate l'urgence d'avancer vers la compréhension des impacts que les grands projets énergétiques et miniers ont sur la vie des filles et des femmes ; le besoin de rendre visible la résistance des femmes et leur défense des territoires ; le besoin d'enquêter, de documenter, de suivre et de divulguer de façon plus détaillée les impacts différenciés que les

activités extractives ont sur les femmes, conclusion à laquelle arrive la déclaration de la Rencontre latino-américaine : la femme et l'industrie minière tenue à Bogotá, Colombie, en octobre 2011.

Sur ce même chemin marchent, sans se connaître, des milliers de femmes du monde entier qui luttent contre l'expansion minière et pétrolière.

Ivonne Yañez, Oilwatch Sudamérica, [sudamerica@oilwatch.org](mailto:sudamerica@oilwatch.org)

[index](#)

---

- Brésil : l'exploitation sexuelle des femmes et la construction de grands barrages dans l'Amazonie



Bien qu'elles aient conquis davantage d'espace dans la société, les femmes continuent d'être victimes d'oppression, d'exploitation et de violence. Dans des pays comme le Brésil, les médias (journaux, revues et télévision) jouent un rôle pervers. Dans un monde où règne le capitalisme néolibéral et où le corps féminin devient une simple marchandise, les médias poussent les femmes à s'adapter à un certain modèle idéal. En outre, le corps féminin est utilisé pour recommander aussi bien des produits de nettoyage que des voitures ou des marques de bière, et il est montré comme s'il était toujours à la disposition de l'homme pour des activités sexuelles. Ainsi, les médias encouragent cette pratique tout en transmettant l'idée que les femmes sont tout à fait libres, comme si la prostitution était un choix que l'on puisse faire ou défaire à volonté.

Or, une réalité très différente se cache derrière cette image. Premièrement, si le travail sexuel est pratiqué majoritairement par des femmes, ce sont en général des hommes qui le contrôlent dans une société patriarcale. Deuxièmement, la plupart des femmes qui s'adonnent à la prostitution, quel que soit leur âge, sont pauvres, et elles le font pour survivre dans un monde qui leur refuse d'autres possibilités. La violence, le viol, les agressions physiques, en plus des vols et des problèmes de santé, sont très courants dans cette situation.

L'exploitation sexuelle des femmes est une réalité, non seulement dans les grandes villes mais aussi dans les environs des grands projets entrepris dans l'Amazonie brésilienne, comme le grand barrage hydroélectrique de Belo Monte (voir <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section2/bresil-belo-monte-un-projet-hydroelectrique-illegal-et-immoral-qui-viole-de-nombreux-droits/>).

Des femmes du Mouvement des victimes des barrages (MAB), membre de La Vía

Campesina, commentent cette situation. D'après Elisa Estronioli, « en étudiant la violation des droits des victimes des barrages, le MAB constate que, lorsqu'un barrage est construit, la violation des droits des femmes augmente. Et la prostitution est, précisément, une forme de violation des droits ». « Un barrage comme celui de Belo Monte qui, à l'heure actuelle, emploie 28 000 travailleurs dont la majorité sont des hommes, est une bombe à retardement. Il s'agit d'une structure très militarisée, très oppressive, où il existe beaucoup de tension entre les travailleurs ; le corps féminin, au moyen de la prostitution, est utilisé pour apaiser les travailleurs ».

D'après Daniela de Lorenz, « Quand les ouvriers viennent travailler là, on leur remet des bons qu'ils peuvent échanger sur le marché local, et ce marché local comprend la prostitution ». Elisa affirme qu'à Belo Monte, par exemple, il y a des bordels ; la Norte Energía [l'entreprise responsable de la construction du barrage] affirme qu'elle n'en sait rien, mais ils se trouvent à l'entrée du chantier, dans le territoire exproprié pour la construction du barrage, et n'importe qui peut voir, en allant vers le chantier, qu'il s'agit d'un lieu de prostitution ».

Or, il est fréquent que les femmes soumises à cette exploitation sexuelle subissent des pressions ou des menaces quand elles ont la possibilité de dénoncer la situation, de sorte qu'elles finissent par nier ce qui se passe. Marinete Lima, du MAB, affirme : « dans notre travail avec les femmes nous avons beaucoup de mal à leur faire prendre conscience qu'elles ne sont pas une marchandise et que nous, les femmes, avons le droit de refuser ce système capitaliste, ce système de barrages et de grands projets dont on dit qu'ils apporteront le progrès. Ce progrès-là ne nous plaît pas. Nous avons donc, en tant que membres du MAB, l'obligation de nous organiser et le droit de dire non aux barrages ».

Article basé sur la nouvelle vidéo de SOF (Siempreviva Organización Feminista) du Brésil. Pour voir la vidéo complète (en portugais), veuillez visiter <https://www.youtube.com/watch?v=UvS4hwSa8So>

[index](#)

---

## - Les conflits environnementaux et les femmes africaines



Un intéressant rapport d'Edwin C. Perry, Cheryl Potgieter et Urmilla Bob [1] met en lumière les rapports entre les conflits environnementaux et les femmes.

Les auteurs rejoignent la tendance des mouvements de femmes, des organisations non gouvernementales (ONG) et des chercheurs à s'occuper de plus en plus du

problème de la violence contre les femmes et du besoin d'examiner les liens de cette violence avec les situations de conflit.

Le rapport affirme que la violence contre les femmes est plus fréquente dans les périodes de conflit et, en particulier, lorsque le conflit se caractérise par la violence physique et qu'il se produit dans des sociétés à tendance patriarcale. La vulnérabilité des femmes augmente considérablement dans les périodes de violence, et les conflits environnementaux ne sont pas l'exception. Cet aspect est d'autant plus important que les conflits environnementaux aboutissent souvent au déplacement, à la migration et à l'existence de réfugiés.

Bien que certaines études aient démontré que la violence sexuelle est une caractéristique des conflits environnementaux, [2] on dispose de très peu de renseignements sur la distribution spatiale, réelle et perçue, et sur la connaissance de cette violence et de la vulnérabilité associée aux conflits environnementaux.

Pour comprendre la violence sexuelle, les sources d'information concernant la façon dont les femmes elles-mêmes perçoivent l'environnement et le conflit ont une importance critique. Les principales sources d'information concernant la vulnérabilité des femmes dans les situations de conflit environnemental sont d'abord les statistiques officielles (en général de la police), les témoignages des victimes et les estimations d'organisations qui travaillent avec des survivants. Il faut noter cependant que, dans la plupart des cas, la violence contre les femmes n'est pas signalée aux sources officielles, police comprise. En outre, les enquêtes sur les victimes et les informations apportées par les survivants se limitent souvent à des études de cas particuliers ou à des expériences anecdotiques.

L'accroissement de la vulnérabilité des femmes a également des conséquences politiques. La peur d'être victimes de violence pousse les femmes à la détresse et à des restrictions dans leur vie mais, en plus, et surtout lorsque les conflits donnent lieu à une violence extrême, les membres vulnérables de la communauté se retirent souvent des espaces publics. La nature patriarcale des sociétés fait que la participation des femmes dans le domaine public soit limitée en tout cas. De ce fait, les expériences et les problèmes des femmes ne sont pas considérés dans les discussions sur les conflits environnementaux et lorsqu'on formule des stratégies d'intervention.

Il est généralement accepté que la pauvreté et la dégradation de l'environnement (un aspect important de plusieurs types de conflits environnementaux) ont des effets disproportionnés sur les femmes d'Afrique et, en particulier, sur celles qui habitent en milieu rural. La féminisation de la pauvreté est bien documentée. Pourtant, rares sont les études qui examinent la féminisation des conflits environnementaux en ce qui concerne les souffrances disproportionnées et la vulnérabilité accrue que subissent les femmes dans ces cas. Leur vulnérabilité est aussi directement associée au fait que, si les femmes constituent plus de la moitié de la population et fournissent la plupart des aliments dans les pays en développement, elles ont un accès limité à la terre et aux ressources naturelles, à la propriété et à la copropriété. Au Swaziland, la participation des femmes à la main-d'œuvre et à la gestion de la production d'aliments se situe entre 60 % et 80 %. [3]

En ce qui concerne l'impact direct des conflits environnementaux sur la vie des femmes, surtout dans les communautés pauvres, les auteurs expliquent que, par

suite de la violence au Liberia pendant la récente guerre civile, « les femmes se souciaient moins d'obtenir réparation pour les violences sexuelles que de la perte de leurs moyens d'existence et de leur possibilité d'accéder à des ressources telles que l'eau potable ou à des services tels que l'éducation et les soins de santé ». [4]

Le rapport commente la situation des femmes rurales d'Afrique, qui dépendent économiquement des hommes, situation qui se voit renforcée par les traditions culturelles et les pratiques religieuses qui déterminent les relations et les rôles des femmes dans la société et leurs rapports avec les ressources, la terre en particulier. Le rapport explique que « des recherches exhaustives montrent que, par rapport aux hommes, les femmes sont désavantagées en matière de ressources (accès et contrôle), la terre comprise ». [5]

Et pourtant, les femmes sont des protectrices essentielles de l'environnement. Leurs vastes connaissances de l'écosystème qui représente leur moyen d'existence sont fondamentales pour l'avenir des communautés locales et des forêts et biomes dont elles dépendent. La préservation de la nature est étroitement liée aux femmes et à leur accès à tout ce que la nature offre, comme l'eau, le bois de feu, les plantes médicinales, les aliments sauvages et les sols agricoles. Comme l'expliquent les auteurs du rapport, « les conflits environnementaux ont souvent débouché sur un accès limité ou une dégradation de ces ressources vitales ».

Pour les secteurs les plus pauvres – qui, comme le disent les auteurs, sont constitués par les femmes et les enfants – « les conflits environnementaux se paient plus cher, en raison de leur manque d'accès aux ressources et aux opportunités et à l'absence de moyens à leur portée (comme la possibilité de s'installer ailleurs ou d'accroître la protection) pour atténuer les effets des mauvais traitements subis ».

C'est en reconnaissant le rôle que jouent les femmes dans la conservation des forêts et de la nature en général, ainsi que leur vulnérabilité face à l'accès limité aux ressources, que l'on comprend leurs rapports avec les conflits environnementaux. Cela confirme qu'il est indispensable de formuler une vision écologique et intégrée qui ouvre la voie au changement de nos sociétés.

[1] "Environmental conflicts and women's vulnerability in Africa", Edwin C. Perry, Cheryl Potgieter et Urmilla Bob, dans African Journal on Conflict Resolution, Numéro spécial sur les conflits et l'environnement, Volume 10 n° 2, 2010, <http://www.ajol.info/index.php/ajcr/article/viewFile/63315/51198>.

[2] Voir, par exemple, Brocklesby et Hinshelwood, 2001 ; Fred-Mensah, 2003 ; Ogra, 2008 ; Veuthey et Gerber, 2009.

[3] Mkhabela (2006 :67).

[4] Pillay (2009 :98).

[5] Agarwal 1996, centré sur l'Inde ; Cross et Hornby 2002, centré sur l'Afrique du Sud ; Fred-Mensah 2003, centré sur la frontière entre le Ghana et le Togo ; Rao 2006, centré sur l'Inde.

[index](#)

---

LES GENS SE METTENT À L'OEUVRE

- Campagne internationale pour une définition correcte de la forêt

La Vía Campesina, Les Amis de la Terre International, Focus on the Global South, le Mouvement mondial pour les forêts (WRM) et plus de 120 organisations du monde entier ont envoyé une lettre à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), À Rome, à l'occasion du 21 mars, date que l'ONU a déclarée Journée internationale des forêts. La lettre exige à la FAO de modifier son actuelle définition des forêts, dont l'un des aspects les plus pervers est qu'elle inclut parmi les types de forêt les plantations industrielles d'arbres.

La lettre appelle la FAO à refléter dans sa définition tout ce qui fait qu'une forêt soit telle pour les peuples qui en dépendent : « Contrairement à la procédure existante au sein de la FAO, un processus d'élaboration d'une définition nouvelle et plus appropriée des forêts doit engager efficacement les femmes et les hommes qui dépendent directement des forêts. Une définition appropriée doit soutenir leurs modes de vie, leurs réseaux et leurs organisations. Tel est notre espoir en ce Jour international des forêts. Nous nous engageons à poursuivre cette campagne jusqu'à ce que la FAO ait effectivement pris ces initiatives. »

Au cours des trois prochains mois, les organisations mentionnées présenteront également leur demande aux bureaux nationaux et régionaux de la FAO.

Voir <http://wrm.org.uy/fr/toutes-les-campagnes/lettre-ouverte-a-la-fao-a-loccasion-du-21-mars-2014-jour-international-des-forets/>

[index](#)

---

- Journée internationale pour la défense des semences paysannes

Les paysans et les paysannes membres de La Vía Campesina convoquent à une journée d'action et de mobilisation mondiale, le 17 avril prochain, pour soutenir les combats paysans, en mettant l'accent sur les semences paysannes, qui appartiennent au patrimoine des peuples et qui font partie de leur souveraineté alimentaire.

La Vía Campesina explique que les semences paysannes ont été agressées par des capitaux qui cherchent à les privatiser et à les standardiser pour favoriser l'agro-industrie. Pourtant, en Afrique, en Asie, en Europe et dans les Amériques, chaque année grandit et se fortifie la capacité de mobilisation et de lutte des peuples organisés qui s'opposent à l'agro-industrie, génératrice d'exploitation et de mort, qui accapare la terre, empoisonne les aliments et expulse les paysans et les peuples indigènes de leurs territoires.

En cette journée de combat, l'organisation dénoncera les transnationales, l'agro-industrie, l'utilisation de produits agricoles toxiques et transgéniques, et elle rejettera toute tentative de répression, de criminalisation de l'opposition, de pénalisation et de mort. L'organisation annonce : « Nous continuerons de lutter pour transformer tout ce qui nous opprime, nous domine et nous soumet ».

<http://viacampesina.org/es/index.php/acciones-y-eventos-mainmenu-26/17-de-abril-dde-la-lucha-campesina-mainmenu-33/2050-17-de-abril-dia-internacional-de-las-luchas-campesinas-en-defensa-de-las-semillas-campesinas>

[index](#)

---

- Opposition à un pacte qui transformerait la région en un grand désert d'eucalyptus

Le 8 mars dernier, les paysans du MPA, du MST et du MMC, les Quilombolas, l'Union des travailleurs ruraux de Mucuri et de Montanha, les membres de la FETAES, de la Jeunesse et d'autres mouvements sociaux sont descendus dans les rues de Montanha (Espírito Santo) pour dénoncer l'existence d'un pacte entre des propriétaires terriens, le pouvoir public et les multinationales comme Fibria (ex Aracruz Celulose) qui implique de transformer la région en un grand désert d'eucalyptus. Au cours du rassemblement qui a eu lieu sur la place centrale, près de 1 000 femmes ont distribué des eucalyptus autour de la mairie et du siège des organismes publics, pour manifester leur opposition. On y a rendu hommage à Saturnino Ribeiro et Valdício Barbosa, deux camarades tombés dans le combat pour la terre dans cette région. Après une marche, deux camions de vivres ont été distribués dans les quartiers périphériques de Montanha.

L'agro-industrie est la stratégie du capitalisme patriarcal à la campagne ! Nous devons le dénoncer et nous joindre à la lutte ! Assez de violence contre les femmes ! La réforme agraire est le seul moyen viable de produire des aliments sains pour les travailleurs et les travailleuses ! Tels ont été les mots d'ordre de la manifestation.

Source : MST de l'État d'Espírito Santo, Brésil

[index](#)

---

## RECOMMANDATIONS

- Environmental Justice Atlas est un projet ambitieux d'EJOLT, financé par l'Union européenne, auquel participent des scientifiques et des membres de la société civile pour cataloguer la prolifération mondiale des conflits environnementaux et les espaces de résistance. La carte interactive décrit dans le détail plus de 900 cas de crimes contre l'environnement. <http://ejatlas.org/>

[index](#)

---

- Should we build more large dams? The actual costs of hydropower megaproject development, Bent Flyvbjerg, Alexander Budzier, Daniel Lunn. Importante étude scientifique des chercheurs de l'Université d'Oxford sur les grands barrages construits entre 1934 et 20007 (245 barrages dans 65 pays). [www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301421513010926](http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301421513010926)

[index](#)

---

- Témoignage de la exploitation sexuelle de jeunes femmes Jarawa - Dans une interview parue dans le journal britannique The Observer que s'est procuré Survival International, un jeune homme jarawa rapporte que les braconniers qui pénètrent régulièrement dans la réserve protégée de sa tribu attirent les jeunes femmes avec de l'alcool ou des drogues pour les exploiter sexuellement. <http://www.survivalfrance.org/actu/9962>

Bulletin mensuel du Mouvement Mondial pour les Forêts  
(WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et  
portugais

Editor en jefe: Winfridus Overbeek

Redactora responsable: Raquel Núñez Mutter

Apoyo editorial: Elizabeth Díaz, Flavio Pazos, Teresa Perez

Secrétariat International du WRM

Maldonado 1858 - 11200 Montevideo - Uruguay

tel: 598 2413 2989 / fax: 598 2410 0985

wrm@wrm.org.uy - <http://www.wrm.org.uy>

